



RÉFORME DU BAC : BLANQUER SE MONTRE TRÈS PRUDENT

Les discussions sur la réforme du bac commenceront en 2018 mais elles vont « prendre du temps », indique-t-on dans l'entourage du ministre. // P. 4

Réforme du bac : Blanquer avance à pas de loup

Le ministre de l'Éducation compte engager prudemment en 2018 des discussions qui « vont prendre du temps ».
Marie-Christine Corbier

🐦@mccorbier

Est-ce le début de la fin pour le bac tel qu'on le connaît aujourd'hui ? Emmanuel Macron ne s'est pas caché de sa volonté de le réformer. Mais le ministre de l'Éducation avance à pas de loup sur ce sujet. « Le bac est un repère essentiel de notre système éducatif et de la société tout entière », affirme Jean-Michel Blanquer, dans le dossier de présentation sur le bac 2017. Les épreuves du bac général démarrent jeudi avec la philosophie. Celles du bac professionnel ont déjà démarré. « C'est un dossier qui en est à ses débuts et qui va prendre du temps », il sera traité « avec beaucoup de concertation », insiste-t-on dans l'entourage du ministre. Où l'on précise que, si « les discussions vont commencer en 2018 », elles vont « prendre du temps ».

Durant la campagne, Emmanuel Macron avait affirmé vouloir « transformer l'enseignement secondaire, avec des modules spécifiques et un baccalauréat restructuré ». Avec, comme objectif, quatre matières obligatoires à l'examen final et le reste en contrôle continu, « afin de rendre possibles de nouvelles formes d'organisation du temps scolaire et de nouveaux parcours, qui prépareront mieux à la poursuite d'études et à l'insertion professionnelle ».

Articulation avec les études

supérieures

La réforme du bac qu'envisage le gouvernement se joue précisément dans l'articulation entre le bac et le post-bac, régulièrement critiquée. « Je suis favorable à un

bac musclé, déclarait Jean-Michel Blanquer le 22 mai. Il faut éviter qu'il ne soit trop épais, comme aujourd'hui. [Mais] il faut le maintenir, et que ce soit un pont pour les jeunes » entre les études secondaires et supérieures. « Le bac ne cesse d'enfler, on rajoute chaque année quelque chose tout en parlant d'allègement du bac, regrette Philippe Tournier, secrétaire général du principal syndicat de chefs d'établissement, le SNPDEN. On arrive à un examen complètement invraisemblable : les élèves savent où ils vont dans l'enseignement supérieur avant que ne débutent les épreuves du bac, alors que ce dernier est censé être l'examen d'entrée dans l'enseignement supérieur ! »

L'échec de ses prédécesseurs

Jean-Michel Blanquer sait qu'avec ce sujet, il marche sur des œufs, d'autant qu'en arrière-plan se joue la question des prérequis à l'entrée à l'université. A en croire le principal syndicat du second degré, le SNES-FSU, le ministre aurait déjà confié que les quatre matières obligatoires à l'examen final ne seraient pas forcément la règle pour toutes les séries du bac, et insisté sur l'importance de la concertation. Jean-Michel Blanquer sait que ses prédécesseurs ont échoué à réformer le bac : dans l'histoire récente,

ce fut le cas de François Fillon et de Vincent Peillon.

Ses convictions pour le réformer, toutefois, sont ancrées. En 2015, sur France Culture, il se montrait surtout préoccupé par l'échec des étudiants dans l'enseignement supérieur, révélant le problème d'un lycée qui ne prépare pas assez ses élèves à l'après-bac. « Beaucoup de bacheliers généraux se dirigent vers les IUT, disait-il alors. Du coup, les bacheliers technologiques vont plutôt aller en BTS et ces derniers vont s'inscrire à l'université, où ils vont souvent échouer. Tout est cul par-dessus tête. » Il faut, concluait-il, « remettre les choses en ordre, surtout pas en cassant ce qui va bien, mais en améliorant ce qui ne va pas ». Une tâche qui s'annonce particulièrement délicate. ■

Les chiffres clefs

4.400

CENTRES D'EXAMEN

170.000

EXAMINATEURS ET CORRECTEURS

719.000

CANDIDATS INSCRITS